

## Crise ou transformation? Revisiter l'exceptionnalisme migratoire québécois

Par Catherine Xhardez et Chedly Belkhodja

Depuis plusieurs mois, les annonces et changements politiques liés à la gestion de la migration au Québec s'enchaînent à un rythme effréné – parfois même quotidiennement : diminution des cibles d'immigration permanente et planification inédite par le fédéral du nombre de personnes ayant un statut temporaire qui pourront arriver ou demeurer sur le territoire; resserrement des conditions d'admission pour venir étudier au pays; restrictions accrues pour les entreprises qui souhaitent recruter de la main-d'œuvre étrangère; débats frénétiques sur la nécessité de « protéger » la frontière canado-américaine pour répondre aux menaces de Donald Trump; suspension de certains programmes majeurs d'immigration au Québec, allant de la sélection de travailleur·euses qualifié·es à la réinstallation des personnes réfugiées.

Cet enchaînement de décisions illustre non seulement à quel point la migration est devenue un sujet brûlant d'actualité, mais aussi la difficulté de prendre du recul pour démêler cette situation complexe. Surtout, ces discussions sur la migration et les restrictions qui l'entourent détonnent dans le contexte canadien et québécois. Contrairement à ce que l'on observe chez nos voisins du Sud ou en Europe, les politiques migratoires n'ont longtemps pas été un sujet central au Canada, que ce soit dans le débat public ou durant les campagnes électorales. Ces politiques désignent l'ensemble des actions gouvernementales qui visent à réguler le volume, l'origine et la composition des flux migratoires (Czaika et de Haas 2013, p. 489).

Le Canada – et dans une certaine mesure le Québec – bénéficiait de conditions qui en faisaient une exception en matière de politiques migratoires. Or, les transformations profondes des politiques et des débats sur la migration remettent aujourd'hui en cause cet exceptionnalisme (Triadafilopoulos 2021). Dans cette introduction, nous réfléchissons à ce qui distingue (ou distinguait?) le Québec, comme société d'immigration, du Canada et d'autres sociétés. Plus largement, ce dossier propose une lecture des dynamiques migratoires qui placent le Québec dans une situation singulière au sein de la fédération canadienne. L'arrivée d'immigrant·es (avec la résidence permanente) et de migrant·es (à statut temporaire) façonne et questionne profondément la province, son identité et son projet de société (Paquet 2022). C'est pourquoi nous pensons qu'il est essentiel de renforcer le lien entre recherche et débat public informé. Dans un contexte à la fois troublé et transformateur, les questions sur la manière dont nos sociétés abordent et gèrent les migrations sont plus cruciales que jamais.

### Un retour sur l'exceptionnalisme canadien en immigration

Depuis la fin des années 1960, le régime migratoire canadien s'est traditionnellement appuyé sur le recrutement de personnes hautement qualifiées à l'étranger, sélectionnées à travers un système dit « méritocratique », basé sur une grille de points évaluant compétences

et qualifications. Cependant, depuis les années 2000, les chercheur·euses en études migratoires ont largement analysé les transformations qui ont ébranlé ce modèle (voir, entre autres : Biles, Burstein et Frideres 2008 ; Dauvergne 2016 ; Abu-Laban, Tungohan et Gabriel 2023). Originellement conçu pour concilier attractivité économique et intégration permanente, ce modèle a fait face à plusieurs défis majeurs : concentration d'immigrant·es dans quelques provinces et dans les grandes villes de Toronto, Montréal et Vancouver, besoins croissants de main-d'œuvre peu qualifiée et obstacles persistants à la reconnaissance des compétences. C'est l'époque où l'on met en avant l'histoire du chauffeur de taxi surqualifié, incapable de décrocher un emploi dans son domaine d'expertise.

Face à ces défis majeurs, les politiques migratoires ont été modifiées, menant à la redéfinition du modèle canadien. Le rôle des employeur·euses s'est accru, la sélection s'est transformée en un processus en « deux étapes » nécessitant une expérience préalable au pays et les provinces ont pris une place plus importante dans la sélection des personnes immigrantes. Parallèlement, le nombre de migrant·es à statut temporaire a explosé, tandis que la multiplication et complexification des programmes ont favorisé l'émergence d'une véritable industrie migratoire, impliquant divers intermédiaires : consultant·es, avocat·es, agences de recrutement, établissements d'enseignement, entre autres. Ces évolutions, accentuées depuis la fin de la pandémie de COVID-19 (Esses et al. 2021), ont définitivement transformé et complexifié le système. Le contexte politique a également beaucoup évolué : des « *sunny days* » et de la promesse d'accueillir des réfugié·es syrien·es en 2015 (Belkhodja et Xhardez 2020), on est passé, à la fin du troisième mandat de Justin Trudeau, à une politisation sans

précédent de l'immigration, marquée par un retour de flamme dans un contexte de crise du logement (Paquet et Xhardez 2025).

Vu de l'extérieur, le Canada a longtemps été mis en avant pour son « exceptionnalisme » dans la gestion de l'immigration (Trebilcock 2019). Le pays réunit trois caractéristiques inhabituelles parmi les régimes migratoires : une politique volontaire d'augmentation des niveaux d'immigration, un soutien marqué de l'opinion publique et l'absence de partis politiques ouvertement anti-immigration (Triadafilopoulos 2021). Les explications de cette exceptionnalité varient. Beaucoup soulignent la position géographique unique du Canada, bordé par les États-Unis et par des océans, qui lui offre une isolation naturelle bien différente de la frontière sud étasunienne ou des États européens frontaliers. D'autres mettent l'accent sur le type de migration privilégié par le Canada : une immigration permanente hautement sélective et qualifiée, choisie pour ses compétences et son adéquation aux besoins du marché du travail en vue d'un établissement durable. Cette approche s'inscrit dans un paradigme fortement économiste, où l'immigration est vue comme un levier essentiel pour répondre aux besoins de main-d'œuvre et soutenir le développement économique et démographique. Même en matière de protection internationale, le caractère « choisi » est prégnant, le Canada s'étant historiquement concentré sur la réinstallation des réfugié·es – à savoir des personnes dont le statut de personne réfugiée est déjà reconnu dans un autre pays d'asile et qui sont ensuite réinstallées à travers des programmes de parrainage. Finalement, de manière plus pragmatique, ce serait le système électoral canadien (majoritaire uninominal à un tour) qui rendrait difficile l'émergence d'un parti d'extrême droite anti-immigration, comme ceux que l'on observe en Europe. À cela s'ajoute le

poids politique et électoral des communautés issues de l'immigration, renforcé par une politique ouverte d'accès à la citoyenneté (Taylor 2021).

Il est clair que non seulement le modèle canadien est ébranlé (Triadafilopoulos et Taylor 2024), mais que l'exceptionnalisme canadien dans son ensemble montre des fissures. L'évolution des politiques migratoires, marquée par une gestion parfois chaotique, a fragilisé la confiance publique et déclenché des débats sur les niveaux d'immigration – remettant en cause deux piliers majeurs de cet exceptionnalisme (ÉRIQA 2025). La posture modérée des partis politiques fédéraux sur la migration demeure, pour l'instant, la dernière pièce encore en place. Bien que la majorité des contributions de ce numéro portent sur le Québec, elles s'inscrivent dans ce nouveau contexte fédéral en toile de fond.

### **Quelle singularité québécoise en matière d'immigration?**

Le statut de société distincte du Québec façonne profondément les débats autour de la migration. Le premier trait de la singularité québécoise est la marge d'autonomie dont bénéficie la province. Si toutes les provinces et deux territoires disposent d'ententes avec le gouvernement fédéral qui leur permettent de sélectionner une partie de « leurs » immigrant·es économiques – les candidat·es des provinces – en fonction de leurs besoins et de leurs propres critères (Xhardez et Tanguay 2024), c'est au Québec que ce pouvoir a été mis en œuvre en premier et où il demeure le plus développé. Grâce à l'Accord Canada-Québec de 1991, la province sélectionne l'ensemble de ses immigrant·es économiques, gère l'intégralité des services d'installation et participe à certaines étapes de l'admission de migrant·es à statut temporaire.

De toutes les entités fédérées dans le monde, le Québec possède ainsi les pouvoirs les plus étendus dans la gestion des migrations. Le Québec se distingue par la place accordée au français et par sa manière d'envisager l'accueil des personnes migrantes – avec la volonté de se différencier du Canada.

Si l'on reprend les trois caractéristiques de l'exceptionnalisme canadien – des politiques expansives, un soutien public marqué et l'absence de partis anti-immigration – qu'en est-il du Québec? Premièrement, ses politiques migratoires ont été bien moins expansives que celles du gouvernement fédéral. Alors qu'Ottawa, sous les Libéraux, visait un demi-million d'immigrant·es par année pour soutenir la croissance démographique et économique, l'élection de la Coalition Avenir Québec (CAQ) en 2018 a marqué un tournant (Xhardez 2022). L'un de ses engagements phares était de geler, voire de réduire, les seuils d'immigration permanente – qui sont déterminés par le Québec et ont fait l'objet de larges consultations en septembre 2023. Si les seuils de l'immigration permanente sont relativement stables, le gouvernement a mis sur pause – jusqu'au moins en juin 2025 – la sélection des travailleur·euses qualifié·es et un volet du programme de l'expérience québécoise (PEQ) pour rentrer dans ses cibles. En parallèle, la migration temporaire a explosé: en plus des 52 800 immigrant·es permanent·es, un nombre record de 174 200 migrant·es temporaires s'est ajouté à la population du Québec en 2023 (Institut de la Statistique du Québec 2024, p. 16). Cette recomposition des flux et trajectoires migratoires bouleverse profondément les repères et la manière dont la migration s'envisageait dans la société québécoise.

Deuxièmement, si la CAQ a joué un rôle central dans la politisation du nombre d'immigrant·es, son

positionnement a ouvert la voie à d'autres partis politiques québécois réclamant des seuils encore plus bas. Toutefois, contrairement à l'Europe ou aux États-Unis, le Québec ne connaît pas de parti ouvertement anti-immigration. Certaines contributions soulignent néanmoins l'émergence de discours publics plus restrictifs et des reculs en matière de droits des personnes migrantes. Dans le même temps, force est de constater que le Québec se distingue encore par une tradition et des politiques d'accueil beaucoup plus ouvertes que la plupart des nations occidentales. Il est aussi essentiel de rappeler que l'opinion publique au Québec sur l'immigration reste globalement favorable et ne diffère pas du reste du Canada – à la différence près de l'importance accordée à la langue française (Bilodeau, Turgeon et Karakoç 2012; Bilodeau et Turgeon 2021). Les enquêtes d'opinion récentes indiquent d'ailleurs que la baisse du soutien à l'immigration est moins marquée au Québec que dans d'autres provinces (Environics Institute 2024). Cette dynamique met en lumière la responsabilité des élites politiques dans la saillance et la polarisation qui entourent la migration. Entre autres, la CAQ a placé la question migratoire au cœur de son projet de nationalisme identitaire, affirmant avec force les « frontières imaginées » de la nation québécoise, c'est-à-dire des marqueurs qui définiraient « un·e vrai·e Québécois·e » (Gagnon, Xhardez et Bilodeau, à paraître).

Ce qui distingue le Québec du reste du Canada, ce ne sont pas tant les dynamiques migratoires que les cadres d'interprétation qui les accompagnent. D'abord, le rejet du multiculturalisme canadien et le cadrage de la gestion de la diversité comme un enjeu identitaire alimentent des débats persistants sur le modèle d'accueil et d'intégration au sein de la nation québécoise à privilégier. Plus généralement,

l'histoire du Québec face à la migration est marquée par une tension permanente entre peur existentielle et ouverture, entre stéréotypes persistants et traditions d'accueil. Comme d'autres nations minoritaires, le Québec oscille entre percevoir la migration comme une opportunité ou comme une menace, une dynamique qui s'est modulée au fil du temps en fonction de l'évolution du nationalisme québécois. Ensuite, la répartition des personnes migrantes et la géographie électorale accentuent la fracture entre Montréal – où s'installe la grande majorité des immigrant·es – et le reste de la province. Malgré les efforts pour encourager la « régionalisation » de la migration, les résultats restent limités et la question demeure au cœur des préoccupations politiques. Finalement, le Québec a été confronté en premier à un afflux de personnes demandant l'asile, en particulier via le Chemin Roxham à partir de 2017 (Belkhodja et Gratton 2022; Côté-Boucher, Vives et Jannard 2023), une situation perçue par une partie de la population et de la classe politique comme un déséquilibre dans le partage des responsabilités migratoires au sein de la fédération. En filigrane, une grille de lecture s'impose : le nationalisme québécois et, surtout, les tensions avec Ottawa. Sur chaque dossier – de l'asile à la réunification familiale, en passant par les étudiant·es et travailleur·euses étranger·ères – ces tensions sont omniprésentes. Malgré son autonomie considérable, le Québec s'oppose régulièrement au gouvernement fédéral. Tous ces éléments ont contribué à exacerber les débats sur les « capacités d'accueil » et à redéfinir les enjeux migratoires dans l'espace public québécois.

### Démêler les fils de la politique et des politiques migratoires au Québec

Début 2025, le Ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec a affirmé à plusieurs reprises que le système d'immigration était « cassé » (Carabin 2025). Mais s'agit-il d'une crise ou d'une transformation en profondeur? Face à une politisation croissante, les politiques migratoires du Québec et les trajectoires des personnes migrantes méritent d'être analysées à la lumière des connaissances existantes et en dialogue avec la recherche. L'ambition de ce dossier est d'offrir un bilan critique de la politique et des politiques migratoires au Québec, en mobilisant des expert·es qui renouvellent notre compréhension des dynamiques actuelles. À travers leurs contributions, ces chercheur·euses explorent les transformations en cours, les rapports de force qui les façonnent et la définition du modèle québécois d'(im)migration. Ce dossier s'organise autour de trois grands thèmes : (1) politique(s) et identité; (2) appartenances et territoires; (3) catégories et réalités migrantes.

Une première section présente les grandes lignes des politiques migratoires du Québec et, en filigrane, les transformations et les enjeux identitaires de la migration au Québec. Catherine Xhardez explore le dilemme des nations minoritaires, où l'arrivée de personnes migrantes est perçue à la fois comme un risque et une opportunité. Xhardez démontre comment la reconfiguration du système partisan québécois a redéfini ce dilemme. Mireille Paquet introduit l'idée d'une nouvelle ère de la migration au Québec qui se présente sous un visage plus conflictuel, dans les discours politiques et les attitudes. Paquet met en avant que cette politisation risque d'accentuer l'écart entre le sentiment d'appartenance des personnes issues de l'immigration et la capacité du Québec à se présenter comme une terre

d'accueil durable et inclusive. Capucine Coustere s'intéresse aux évolutions et zones grises en matière d'immigration permanente et de migration temporaire, au Québec et au Canada. En parlant des trajectoires et des changements de politiques, elle met en évidence le parcours long, complexe et précarisant des personnes avec un statut temporaire et qui souhaitent s'installer durablement dans la province.

Une deuxième section explore des dynamiques migratoires sociales et territoriales qui évoluent dans le contexte québécois. Virginie Belony et Luca Sollai font un retour vers l'histoire de l'immigration italienne et haïtienne au Québec. Appuyant la nécessité d'historiciser les dynamiques migratoires, Belony et Sollai mettent en lumière la force des stéréotypes dans la manière d'assigner une place à ces communautés dans les rapports sociaux, économiques et politiques au Québec. Chedly Belkhodja propose une réflexion autour de l'importance qu'une nouvelle géographie de l'immigration peut signifier pour le développement et l'épanouissement de milieux situés en dehors des grands centres. Belkhodja invite à dépasser la logique économique du phénomène migratoire, celle des « postes vacants », pour s'intéresser à une dimension plus sociologique de la régionalisation qui s'inscrit dans une lecture du territoire québécois. David Carpentier démontre à quel point les municipalités québécoises en sont venues à jouer un rôle de plus en plus important dans l'accueil et l'insertion des personnes immigrantes. Bien que le rôle des villes soit souvent marginalisé dans le débat public, Carpentier argumente que les villes ont le potentiel d'offrir une avenue positive comme espaces d'appartenance et de solidarité pour les personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles.

Une troisième partie parcourt des réalités nouvelles des migrations au Québec en faisant la lumière sur les trajectoires des migrant·es à travers différentes catégories. Lucio Castracani examine l'utilisation récente du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTÉT) par l'industrie de la construction et la compare à son utilisation plus ancienne et bien établie dans le secteur agricole. Pour éviter que les aspects problématiques de ce programme et que les situations dénoncées depuis des années ne se reproduisent dans différents secteurs, Castracani propose des recommandations pour protéger les personnes migrantes à statut à précaire. Mylène Coderre apporte un autre regard sur cette problématique, se focalisant sur le rôle des intermédiaires privés dans l'organisation de la migration de travail temporaire : une vaste industrie qui reste opaque. Coderre met en avant l'acquisition et l'amplification du pouvoir qu'ils exercent dans la gouvernance de la migration temporaire au Québec. Adèle Garnier revient sur l'accueil de près de 300 000 personnes ukrainiennes déplacées qui ont fui la guerre et sont arrivées au Canada en analysant les politiques et dispositifs inédits mis en place. Garnier, à travers l'analyse des villes de Québec et Winnipeg, offre une perspective locale sur le rôle des organismes, de la diaspora et de la coopération entre parties prenantes dans l'accueil – tout en s'interrogeant sur l'avenir de cette protection temporaire. Enfin, Lynn Fattal et Chedly Belkhodja illustrent une facette récente et assez emblématique de la « nouvelle vague » de l'immigration française au Québec et principalement à Montréal, à savoir la visibilité de nouveaux commerces à saveur française.

Ce dossier nous semble particulièrement opportun au regard des débats qui traversent actuellement le Québec. Plus largement, en études migratoires, une question persiste :

pourquoi la recherche en migration a-t-elle si peu d'impact sur les politiques et les discussions publiques, malgré son essor considérable ces dernières années (Natter et Welfens 2024)? Face à cette déconnexion, des auteur·rices – comme Hein de Haas (2023) – plaident pour un dialogue plus direct entre les chercheur·euses et les citoyen·nes et la diffusion des analyses directement auprès du public, dépassant les circuits traditionnels d'influence politique. C'est aussi l'objectif de ce numéro : expliquer, analyser et mettre en lumière les transformations majeures à l'œuvre, en adoptant un regard critique qui ne cherche pas à servir une vision politique, mais à nourrir une réflexion plus large. Car au-delà des décisions gouvernementales et des discours identitaires, l'(im)migration est avant tout une question de société. Elle concerne les personnes que nous côtoyons ou celles que nous sommes ou avons été. Elle interroge le projet de société québécois, non pas seulement tel qu'il est façonné par interventions politiques, mais tel qu'il se transforme réellement à travers la diversité croissante de sa population. Comprendre ces dynamiques, c'est prendre la mesure des changements en cours et penser le Québec d'aujourd'hui et de demain.

### Notices biographiques

**Catherine Xhardez** est professeure adjointe au Département de science politique de l'Université de Montréal. Elle dirige l'Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs (ÉRIQA). Ses recherches portent sur la migration, les politiques publiques et le fédéralisme – avec une attention particulière sur le rôle et l'implication des entités fédérées.

**Chedly Belkhodja** est professeur à l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia. Ses recherches portent sur l'immigration dans les villes de taille moyenne et dans les régions de faible immigration, les dynamiques de régionalisation au Québec ainsi que les discours et représentations de la diversité culturelle, religieuse et ethnique.

### Références

- Abu-Laban, Y., Tungohan, E., et Gabriel, C., (2023). *Containing diversity: Canada and the politics of immigration in the 21st century*. Toronto/Buffalo/London: University of Toronto Press.
- Belkhodja, C., et Gratton, C., (2022). « Un geste d'hospitalité aux demandeurs d'asile.: Une analyse de la mobilisation du collectif Bridges not Borders ». *Refuge: Canada's Journal on Refugees*. 38(2), 1–19. <https://doi.org/10.25071/1920-7336.40878>.
- Belkhodja, C., et Xhardez, C., (2020). « 'Nous sommes de retour!' : Justin Trudeau et la gestion de l'immigration ». *Études canadiennes / Canadian Studies*. (89), 179–204. <https://doi.org/10.4000/eccs.4123>.
- Biles, J., Burstein, M., et Frideres, J., (2008). *Immigration and integration in Canada in the twenty-first century*. Kingston: McGill-Queen's University Press.
- Bilodeau, A., et Turgeon, L., (2021). « Boundaries of the nation(s) in a multinational state: Comparing Quebecers and other Canadians' perspectives on national identity ». *Nations and Nationalism*. 27(2), 530–547. <https://doi.org/10.1111/nana.12641>.
- Bilodeau, A., Turgeon, L., et Karakoç, E., (2012). « Small Worlds of Diversity: Views toward Immigration and Racial Minorities in Canadian Provinces ». *Canadian Journal of Political Science*. 45(3), 579–605. <https://doi.org/10.1017/S0008423912000728>.
- Carabin, F., (2025). « 'Il y a quelque chose de cassé' dans le modèle d'immigration, estime le ministre Roberge ». *Le Devoir*. 28 janvier. <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/836830/il-y-quelque-chose-casse-modele-immigration-dit-roberge>.
- Côté-Boucher, K., Vives, L., et Jannard, L.-P., (2023). « Chronicle of a 'crisis' foretold: Asylum seekers and the case of Roxham Road on the Canada-US border ». *Environment and Planning C: Politics and Space*. 41(2), 408–426. <https://doi.org/10.1177/23996544221127614>.
- Czaika, M., et de Haas, H., (2013). « The Effectiveness of Immigration Policies ». *Population and Development Review*. 39(3), 487–508.
- Dauvergne, C., (2016). *The new politics of immigration and the end of settler societies*. New York: Cambridge University Press.
- Environics Institute, (2024). *Canadian public opinion about immigration and refugees*. Toronto: The Environics Institute for Survey Research. [https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/default-document-library/final-report94fae631-0284-4ba5-b06a-e0aeeab5daf3.pdf?sfvrsn=9f47b717\\_1](https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/default-document-library/final-report94fae631-0284-4ba5-b06a-e0aeeab5daf3.pdf?sfvrsn=9f47b717_1).
- ÉRIQA (2025). *Canada's Immigration at a Crossroads: Policy Shifts and Emerging Trends*. Montréal: Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs. [www.eriqa.org](http://www.eriqa.org)
- Esses, V., et al., (2021). « Supporting Canada's COVID-19 resilience and recovery through robust immigration policy and programs ». *FACETS*. 6(1), 686–759. <https://doi.org/10.1139/facets-2021-0014>.

- Gagnon, A., Xhardez, C., et Bilodeau, A., (à paraître). *La dimension identitaire du nationalisme de la CAQ : L'affirmation des frontières imaginées de la nation québécoise*.
- Haas, H. de, (2023). *How migration really works: the facts about the most divisive issue in politics*. Première édition. New York : Basic Books.
- Institut de la Statistique du Québec (2024). *Le bilan démographique du Québec*. Québec : Institut de la Statistique du Québec. <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/bilan-demographique-quebec-edition-2024.pdf>
- Natter, K., et Welfens, N., (2024). « Why Has Migration Research So Little Impact? Examining Knowledge Practices in Migration Policy Making and Migration Studies ». *International Migration Review*. 58(4), 1669-1700. <https://doi.org/10.1177/01979183241271683>.
- Paquet, M., (dir.), (2022). *Nouvelles dynamiques de l'immigration au Québec*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Paquet, M., et Xhardez, C., (2025). « Naviguer entre promesses et chocs externes : les politiques d'immigration des gouvernements Trudeau depuis 2019 ». Dans : A. Fortier-Chouinard, et al., dir. *Bilan des gouvernements minoritaires de Justin Trudeau (2019-2025) : naviguer à travers 697 promesses en temps de crise*, . Québec : Presses de l'Université Laval. p. 197-214.
- Taylor, Z., (2021). « The Political Geography of Immigration: Party Competition for Immigrants' Votes in Canada, 1997–2019 ». *American Review of Canadian Studies*. 51(1), 18–40. <https://doi.org/10.1080/02722011.2021.1874732>.
- Trebilcock, M., (2019). « The Puzzle of Canadian Exceptionalism in Contemporary Immigration Policy ». *Journal of International Migration and Integration*. 20(3), 823–849. <https://doi.org/10.1007/s12134-018-0633-6>.
- Triadafilopoulos, T., (2021). « The foundations, limits, and consequences of immigration exceptionalism in Canada ». *American Review of Canadian Studies*. 51(1), 3–17. <https://doi.org/10.1080/02722011.2021.1923150>.
- Triadafilopoulos, T., et Taylor, Z., (2024). « The domestic politics of selective permeability: disaggregating the Canadian migration state ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*. 50(3), 702–725. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2023.2269785>
- Xhardez, C., (2022). « L'immigration et l'élection québécoise de 2018 ». Dans : M. Paquet, dir. *Les nouvelles dynamiques de l'immigration au Québec*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal. p. 217–234.
- Xhardez, C., et Tanguay, D., (2024). « The hidden power of provincial and territorial immigration programs in shaping Canada's immigration landscape ». *Comparative Migration Studies*. 12(1), 59. <https://doi.org/10.1186/s40878-024-00414-y>